

3
N° 4437

Comment M. Jaurès touche un pourboire dans toutes les Catastrophes

**

LA PRESSE SOCIALISTE

PAR

URBAIN GOHIER

L'ŒUVRE

TOUS LES JEUDIS

LE N° 25 CENTIMES

7^{me} ANNÉE — N° 43

18, rue Notre-Dame-des-Victoires

27 Octobre 1910

PAR AN : 10 FR.

LIVRES NOUVEAUX

Reçus à l'Œuvre :



ARCHDEACON. — **Comment je suis devenu espérantiste.**
Librairie Messein.

RENÉ DE CHAVAGNES. — **La Vérité sur la Russie.**
Librairie Messein.

LAURENT TAILHADE. — **Un monde qui finit.**
Librairie Messein.

VOR E. MAGDELAINE. — **Fred.**
Librairie Paul Ollendorff.

GUSTAVE GAUTHEROT. — **Thiers et M^{er} Darboy.**
Librairie Plon-Nourrit.

FÉLIX ALBANET. — **Contes de toutes les heures.**
Librairie Universelle.

GUSTAVE TILLIÉ. — **Histoire d'une campagne électorale.**
Librairie du Moniteur juridique.

ABBÉ DOLONNE. — **Le Clergé contemporain et le célibat.**
Librairie Michaud.

Palais de la Coiffure

P. DECOUX

5, Boulevard des Capucines, 5

PARIS

TELEPHONE : 276.13



SOMMAIRE

Ce que la Grève générale rapporte à l'Humanité	ROBERT DE JOUVENEL.
A la Petite Semaine...	SÉVERINE.
La Presse socialiste....	URBAIN GOHIER.
Post-scriptum	LE PROLÉTAIRE CONSCIENT.
Des Faits.....	VICTOR LITSCHFOUSSE.
Tablettes.....	PANGLOSS.
Le Jouleur de poker....	GUSTAVE TÉRY.



Ce que la Grève générale rapporte à l'“HUMANITÉ”



LETTER OUVERTE AU CITOYEN JAURÈS



Monsieur,

Vous avez publié dans l'Humanité de samedi 22 octobre la lettre suivante :

Au directeur de l'Humanité

Cher citoyen,

Dans un opuscule renommé pour les propos diffamatoire qu'on y imprime, un certain M. de Jouvenel vient de faire paraître, à propos de la grève des chemins de fer, un article dans lequel je suis abominablement saisi. On m'y accuse d'être un agent louche du gouvernement, d'avoir déclenché la grève et de ne pas avoir fait

— 1 —

8.P 2884

grève. Je me serais, paraît-il, caché au ministère de l'Intérieur.

Je n'aurais pas relevé publiquement cette canaillerie, mes camarades sachant que j'ai fait grève et que je suis actuellement révoqué, si je n'avais pris la décision de poursuivre le professionnel du chantage qu'est l'individu qui m'a calomnié.

Je mettrai le sieur de Jouvenel en demeure de prouver ses dires et d'indiquer la source à laquelle il a puisé ses renseignements.

Recevez, cher citoyen, l'assurance de mes sentiments syndicalistes.

METTERNICH,
Révoqué de la Compagnie du Nord.

Faut-il vous dire, qu'au bout de trois jours et au moment de mettre sous presse (lundi 24, six heures du soir), je n'ai pas encore reçu l'assignation de Metternich. Vous vous en doutiez un peu, n'est-ce pas ?

Je n'ignore pas qu'il ne tiendrait qu'à moi de ne jamais la recevoir — et je n'aurais qu'à me taire sur cette affaire. J'ai dit de Metternich qu'à une époque où le prolétariat n'était pas prêt, mais où la préfecture de police l'était, il avait déchaîné la grève, et que, pour sa cause, c'était maladroit. J'ai ajouté qu'après cela il n'était cependant pas arrêté, et que, pour lui, c'était dommage. En réfléchissant bien, je crois qu'il aurait fini par être de mon avis.



Mais l'*Humanité* est intervenue. Elle a publié la lettre que je reproduis. Et vous me tiendriez pour bien naïf, si j'en attribuais au seul Metternich la rédaction et la responsabilité. Aussi bien, n'avez-vous pas déclaré jadis à M. Simeyan, à la Chambre (séance du 26 mars 1908) :

— *Je prends envers vous et envers tous la responsabilité de ce qui s'écrit sous ma direction.*

Or, il s'est écrit « sous votre direction » que j'étais « un professionnel du chantage ». Et je

vous défends bien de dégager, cette fois, votre « responsabilité ». Le tout était de savoir comment je l'atteindrais.

Je dois dire que j'avais pensé, tout d'abord, à vous envoyer des témoins. Mais on sait que vous ne vous battez guère. Sans doute, vous avez échangé jadis avec Déroulède deux balles « sans résultat ». Mais il avait fallu, pour en arriver là, mobiliser des régiments, des préfets et des fanfares, interrompre l'exercice des lois et l'exécution des jugements. Ce n'était pas une rencontre, ce fut une entrevue solennelle, sur laquelle le monde avait les yeux fixés. Je ne pourrais malheureusement rien vous offrir de semblable.

D'autre part, Gérault-Richard n'est plus là, et vous avez été si ingrat, qu'il ne se trouvera plus jamais personne pour reprendre sa fonction près de vous. Alors pourquoi vous envoyer des témoins ? On dirait que je suis jeune et que vous ne l'êtes plus assez. Vous êtes d'un parti, où l'on décerne les brevets d'impuissance avec la même facilité que les brevets de prolétariat.

Il me restait la ressource de vous rosser congrument ; mais ici encore, il eût pu sembler que j'abusais de ma force et chacun sait d'ailleurs que l'action directe doit demeurer le privilège de vos amis.

Je pourrais bien vous insulter. Mais on vous a tant insulté déjà. On vous a dit que vous étiez vendu aux Juifs — et ça ne vous a pas ému. On vous a dit que vous étiez vendu aux Jésuites — et ça ne vous a pas ému, vendu aux fonds secrets, aux sociétés de crédit, à l'Allemagne — et ça ne vous a pas ému. Vous avez répondu simplement :

— On n'est pas des ascètes.

Car rien ne vous émeut. Comme député, vous êtes inviolable ; comme chef de parti, vous êtes introuvable ; comme directeur de journal, vous êtes irresponsable. Vous passez à travers

les difficultés, vous évitez les coups et vous empêchez les injures.

Alors, ne sachant où vous frapper, ne pouvant vous atteindre ni au front, ni au cœur, ni au derrière, il ne me reste plus que la ressource de vous assigner à mon tour, et de vous frapper à la poche. A vrai dire, cela n'est ni dans mes mœurs, ni dans mes goûts. Mais ne vous en prenez qu'à vous, si, par ailleurs, vous échappez à toutes les sanctions et si, de plus, vous m'avez fait donner l'exemple.



Vous aurez reçu, ce soir, lundi, mon assignation et je ne doute pas que vous ne décidiez alors Metternich à m'envoyer enfin la sienne.

Et ce nous sera une occasion de causer enfin — devant les tribunaux — de cette fameuse grève générale, de ceux qui l'ont provoquée et aussi de ceux qui en ont bénéficié.

Car tout le monde voit bien jusqu'ici ce qu'elle a provoqué de ruines, de misères et de souffrances, mais voulez-vous que nous regardions maintenant s'il n'y a pas, par hasard, quelqu'un qu'elle a enrichi ?

L'*Humanité* a bien dû tripler son tirage pendant ces affreuses journées, et vos éditions spéciales ne devaient point être sans profit. Combien en avez-vous tiré ?

Le compte en est facile à faire. Une, chaque fois qu'une catastrophe survenait, chaque fois qu'une mesure atteignait les hommes, que vous vous étiez chargé de défendre. Car c'est votre destinée que pas un conflit douloureux ne surgit, pas une misère ne frappe le prolétariat, sans que vous n'en soyez aussitôt enrichi.

Au besoin, vous étiez là pour corser les incidents, pour organiser la mise en scène et vous « lanciez » la grève, comme d'autres journaux « lancent » un feuilleton. Votre triomphe fut, à coup sûr, le jour de l'arrestation des organisa-

teurs. Vous les aviez tous groupés dans votre salle de rédaction, comme afin de faciliter la besogne de la police, et vous avez pu les jeter ainsi, tous, d'un seul coup, entre les bras de M. Hamard. Ah ! si un journal bourgeois avait fait cela, quelle indignation, quels articles, quels discours ! Quand vous avez invité Jules Guesde à cette petite fête, il l'a traitée de « révoltante comédie »; mais Jules Guesde ne pensait évidemment pas à la belle vente du lendemain, qui ne pouvait manquer pourtant d'être presque aussi profitable à la révolution sociale qu'à l'*Humanité*.



Seulement, quand on est, comme vous et de par sa profession, le bénéficiaire assuré de toutes les catastrophes, on devrait au moins avoir la pudeur de ne pas les provoquer.

Vous étiez chef de parti, vous saviez que personne n'était prêt à la grève, hormis le seul M. Lépine, qui déjà — par quel hasard ? — avait pris la précaution d'assurer le ravitaillement de Paris. Vous étiez aussi sûr que M. Briand que la grève ne pouvait pas réussir. Dès la première heure, vous disiez : « Même, si la grève échoue... »

Cet échec, pourtant, qu'est-ce que vous avez fait pour le prévenir ? Quel avertissement avez-vous donné aux grévistes, qui se leurraient d'espoir ? Pendant que le secrétaire de Paris-Nord, que Niel tentaient d'arrêter la folle entreprise, où étiez-vous ? Que faisiez-vous ? C'est simple, vous poussiez, vous, au mouvement. Votre journal était plein d'appels à la grève à outrance, à la résistance, à la violence.

Le résultat ? Ce fut les cheminots révoqués, poursuivis, acculés à la misère, frappés à coups de sabre, arrêtés, emprisonnés.

Et vous ? Quels coups avez-vous reçus ? Quelles privations avez-vous subies ? Dans

quelle prison avez-vous été enfermé ? Ah ! le métier d'apôtre a du bon !

Vous avez l'habitude de publier les comptes de votre journal. Dites-nous donc le nombre de billets de mille francs que vous aura rapportés la défaite du prolétariat. Quant à ce que la grève vous a coûté, le compte en sera plus facile à faire : vous avez versé *cinquante francs* à la caisse des cheminots.

La grève générale avortée aura coûté cher aux capitalistes qui vous subventionnaient jadis et aux prolétaires, que vous « menez » aujourd'hui. Vous seul aurez réalisé une heureuse spéculation.

Et je veux bien reconnaître, à la rigueur, que l'infortuné Metternich a peut-être été de bonne foi dans ce coup monté, mais certainement vous ne l'étiez pas.

Il est dans les mœurs du théâtre d'organiser des « représentations à bénéfice », au profit des vieux cabotins. Le prolétariat vient de donner une grève générale au bénéfice de M. Jaurès.



Sur ce, votre journal — dont la langue au moins est pauvre — m'appelle « un professionnel du chantage ». Il faut pourtant que, là-dessus aussi, je m'explique.

Je suis un bourgeois, monsieur Jaurès — j'allais dire : un bourgeois comme vous — mais la modestie me constraint cependant à reconnaître que je n'ai ni hôtel à Passy, ni château dans le Tarn. Je suis pourtant de ces privilégiés qui peuvent vivre en dépensant leur fortune. Je n'en tire ni vanité, ni honte. Je vous répète que je suis un bourgeois.

Lorsque j'écris, j'écris ce que je pense, ce que je vois, ce qui me plaît, sans réfléchir à ce qu'en penseront les gens au pouvoir, les sociétés de métallurgie, les démagogues en place et les banques d'émission. Ce sont des satisfactions

inouïes, dont vous ne pouvez pas vous faire une idée !

J'ai collaboré à l'*Oeuvre* pendant un an, sans accepter un sou de rémunération — je vous déifie de me citer le cas, où vous en auriez fait autant. Depuis que l'*Oeuvre* prospère, elle me paie mes articles, mais tout ce que j'en ai reçu ne suffirait pas — je vous l'affirme — à régler quinze jours de votre collaboration désintéressée à l'organe du prolétariat.

J'y ai gagné quelques ennemis — ce qui n'importe pas, car ils sont tous puissants — mais je n'ai trempé dans aucune affaire et je n'ai tiré de bénéfices d'aucune catastrophe.

Ceci dit, il ne nous reste plus qu'à nous entendre sur ce que ce mot « chantage » signifie.

Lorsqu'un journal mène une campagne contre les sociétés de crédit chargées de réaliser un emprunt (Ville de Paris) et lorsqu'au bout de dix articles consacrés à cette campagne, il accepte des sociétés de crédit vilipendées de l'argent pour recommander l'emprunt, voilà ce que généralement on appelle du « chantage ». Seulement qui a fait cela ?

Moi ou vous ?

ROBERT DE JOUVENEL



A la petite Semaine



Lundi 17. — THEORIE ET PRATIQUE.

Le père Vaughan, qui, en septembre dernier, au Congrès eucharistique de Montréal, souleva l'enthousiasme de son auditoire de prêtres par ses anathèmes contre la stérilité, ne ferait pas mal de venir ser-

monner ici MM. les propriétaires des quartiers populaires.

« Dois-je noyer mes gosses ? » demandait, fin août, à l'*Humanité* un brave homme repoussé de partout parce que, père de quatre enfants, menacé d'en être réduit à les emmener habiter sous les ponts.

Et le *Matin* nous conta, plus récemment, l'histoire lamentable de cette marchande des quatre saisons, la mère Ponce, qui ayant enfanté *dix-sept fois*, et encore en possession de dix mioches, avait dû, pour les abriter, se construire à Asnières, rue Dumesnil, une sorte de hangar. Sur ce, la Commission des logements insalubres lui avait — ô comble ! — dressé procès-verbal.

— Nulle part, on ne voulait de nous, a objecté la malheureuse devant le tribunal.

Ce qui n'a pas empêché ledit tribunal de lui infliger une amende. Encouragement à la repopulation !

On pourrait reprendre, avec une variante légère, le fameux axiome :

— Dieu bénit les nombreuses familles... mais il ne les loge pas !

Mardi 18. — C'ETAIT BIEN LA PEINE...

Echo de la cérémonie d'inauguration, à Champigny, du monument wurtembergeois :

La délégation allemande, composée de trente personnes, est allée déposer ensuite deux couronnes au monument français.

Pour tant faire que d'en arriver là, à ces politesses posthumes, était-il donc nécessaire de se massacer, de faire couler des flots de sang et des ruisseaux de larmes, de gâcher l'or et de semer la haine ?

On flétrit toujours la scélérité de la guerre : quand donc raillera-t-on son immense bêtise ?

Mercredi 19. — AUX BORDS DU TAGE.

La révolution portugaise est intéressante, non seulement par le fond, mais aussi par les détails. Il semble bien que le jeune roi ne fut guère à la hauteur de la situation, n'eut rien d'un héros de Plutarque.

Le *Dia* nous le représente abattu, prosterné dans son oratoire, presque le front au parquet ; puis, la canonniade rapprochée, se sauvant à l'autre extrémité du palais. Et finalement, sitôt le premier obus, « l'ivide, fébrile, tremblant, voulant fuir à toute force, à tout prix ».

Cette version est tellement pénible qu'on se refuserait à l'admettre, si on n'en trouvait l'écho dans les feuilles les mieux disposées à l'égard de la monarchie portugaise.

Au moment du danger, dit *L'Eclair*, tout le monde a perdu la tête et fait preuve d'une absence de courage, pour ne pas user d'un autre terme, au-dessous de tout.

Et, plus loin :

Un roi doit au principe monarchique de le défendre à l'heure du danger. Il doit périr comme Richard III à Bosworth, criblé de coups de lance et d'épée, ou comme Charles I^{er}, après avoir défendu sa couronne pied à pied, l'épée au poing, quitte à être trahi par les Ecossais et à mourir sur l'échafaud.

Cela ne vaut pas la peine de porter dans des banquets un casque extraordinaire, d'assister à des fêtes armé d'un sabre énorme, pour lâcher tout cet appareil guerrier le seul jour où il en faille faire usage, pour s'en aller ajouter un chapitre aux *Rois en exil*, et, n'ayant pas su se conduire en soldat, jouer les Milan de Serbie.

Dame...

Et le *Momento*, de Turin, fait, à d'autres points de vue, une révélation non moins curieuse : Mgr. Tonti, nonce du Pape à Lisbonne, se plaignant de l'attitude du clergé séculier pendant la révolution, l'accusant d'être en partie responsable de la persécution contre l'épiscopat.

Il s'y fallait attendre : le clergé, lui aussi, a son prolétariat.

Jeudi 20. — LA GREVE.

Combien de gens sont-ils assez avisés pour comprendre que ceci n'est pas une « première », mais une simple répétition — je n'oserais même pas dire générale.

La véritable mobilisation n'a pas été du côté que l'on suppose. La Révolution a essayé ses forces, ébauché son geste; le jour qui lui semblera propice à l'action, ce ne sont pas des bulletins ni des brasseurs, furent-ils en tas, qui rompront son élan.

A quoi bon faire l'autruche, se cacher la tête pour ne rien voir, ne rien entendre, alors que la vérité est certaine, le péril flagrant?

C'est pourquoi il vaudra mieux ne pas exagérer la répression. Certains sont mal placés pour exercer trop de rigueurs — et elles ne feront que développer les haines, précipiter les événements.

Quand, pour punir un homme, on aura privé de pain sa femme et ses enfants, la justice n'en sera pas plus satisfaite, l'avenir n'en sera pas plus protégé.

Quand, pour châtier Hervé, prisonnier, on supprimera ses visites et sa correspondance, on n'aboutira, en vertu des antécédents, qu'à causer une impression pénible, et à soulever des protestations qui eussent pu être évitées.

Quand on « trouvera » des bombes dans une école maternelle populaire où les ouvriers envoient leurs enfants, il apparaîtra tout de même invraisemblable qu'ils aient projeté de détruire leur progéniture et celle de leurs compagnons de misère.

Mais à quoi bon épiloguer? La Réalité est en marche... et rien ne l'arrêtera. Ce n'est plus qu'une question de temps.

Vendredi 21. — LEGITIME DEFENSE.

Sans son revolver, l'autre soir, sous le viaduc du boulevard de la Chapelle, Léon Baron était bel et bien occis. Il blessa deux de ses agresseurs, les autres s'enfuirent.

Va-t-on poursuivre Baron pour port d'arme prohibée?

On aura beau inaugurer une nouvelle jurisprudence : au temps où nous vivons, les faibles sont mis dans l'alternative d'égaliser les chances, par un appoint artificiel, ou d'être exterminés. Est-il possible de circuler dans certains quartiers à la nuit close, ou même de rentrer du théâtre, pour des

femmes seules, par exemple, sans crainte d'être attaquées?

Et il serait illégal de se mettre en garde, reprehensible de se défendre! Tans pis! Mieux vaut courir le risque de l'amende que celui de l'égorgement — c'est moins dangereux.

Samedi 22. — PEUT ETRE...

« Et vous croyez qu'il ne devrait pas y avoir une justice pour condamner à des peines afflétives les modistes qui lancent ces horreurs-là, aussi bien que pour celles qui imaginent les jupes entravées? » s'écrie M. Paul de Leoni, dans *l'Autorité*.

Hé! hé! je ne dis pas non... Mes petites cadettes abusent vraiment du ridicule.

Dimanche 23. — AMANT.

Sa maîtresse l'ennuyait, il voulait s'en défaire. Alors, par une suite de lettres anonymes habilement espacées, savoureusement détaillées, il prévint le mari.

Puis, lorsque celui-ci fut définitivement renseigné, il lui affirma être en butte aux poursuites de la dame et lui remit toutes les lettres qu'il en avait reçues.

Moralité : Ernest Meunier, 33, rue de Ménilmontant, qui adorait sa femme, l'étrangla...

Ah! j'oubliais! L'amant, P... P..., est sergent de ville.

SÉVERINE.

PRÉCISION



Est-il besoin de dire que si, suivant notre coutume, nous avons cherché à voir clair dans la grève des cheminots, nous n'avons jamais contesté la justesse de leurs revendications? Nous étions et nous restons aussi disposés à plaider leur cause que celle des postiers. Mais nous entendons défendre ces pauvres gens contre tous leurs exploiteurs, aussi bien contre les barons de Rothschild que contre les « bons apôtres » de l'Humanité.

LA PRESSE SOCIALISTE



LETTRE ADRESSÉE (SANS RÉSULTAT) A M. LE PRÉSIDENT ET A MM. LES MEMBRES DU CONGRÈS INTERNATIONAL SOCIALISTE DE COPENHAGUE.

Paris, 27 août 1910.

Messieurs,

Je n'appartiens pas aux organisations que vous représentez, parce que j'ai horreur du corporalisme, du sectarisme, de l'esprit clérical sous toutes ses formes. Mais je peux me permettre de vous faire une suggestion, parce que j'ai servi toutes les causes de justice et de liberté, parce que j'ai collaboré au relèvement moral et à l'affranchissement économique du peuple avec plus d'efficacité, surtout avec plus de désintéressement que la plupart d'entre vous.

Je souhaiterais — et c'est l'objet de ma démarche — que votre Congrès régit une bonne fois *les rapports de la Presse socialiste avec la presse que vous appelez « capitaliste et bourgeoise ».*

La semaine passée, j'achevais une enquête en Allemagne sur certaines questions ouvrières ; j'ai même rencontré, le 23 août, votre collègue, Herr Jaurès, qui faisait ses dévotions dans la cathédrale de Brême, appelant les lumières de l'Esprit saint sur votre concile.

Après que j'eus interrogé les patrons et les écrivains « bourgeois », je crus devoir interroger les écrivains de la Social-Démocratie sur le sujet qui m'intéressait : car j'ai la loyauté (inconnue dans vos journaux) de toujours publier les arguments des deux partis adverses, laissant à l'intelligence de mes lecteurs le soin de déga-

ger la vérité. Je ne rends pas d'oracles et je n'impose point, comme vous, un Evangile sous peine d'excommunication.

Or, les représentants de la Social-Démocratie allemande auxquels je m'adressai me firent d'abord subir un interrogatoire qui rappelait le plus beau temps de la police autrichienne en Lombardie ou de la police russe en Pologne. Ils me questionnèrent sévèrement sur mes opinions politiques, sur les opinions des journaux où je collabore : « Etais-je socialiste ? Etais-je syndiqué ? Les associations de presse auxquelles j'appartiens admettent-elles un mélange impur d'écrivains bourgeois ? Avais-je sucé la bonne doctrine du citoyen X... ou du camarade Z... ? Quelle serait ma qualification politique exacte ? » et cent autres investigations cocasses, pour aboutir à me déclarer que la presse « bourgeoise » ne peut recevoir les confidences du Socialisme.

Messieurs, il faut en finir avec cette tartuferie de vos états-majors.

Comment, le parti socialiste repousse la confraternité de la presse bourgeoise !

Mais les plus riches journaux de France ont pour collaborateurs grassement appointés les chefs socialistes. Le *Figaro* a pour collaborateur politique et pour agent d'affaires financières le camarade Turot, élu socialiste unifié du XVIII^e arrondissement de Paris. Quand les journaux subventionnés par Abdul-Hamid envoient des correspondants à Constantinople pour défendre le Sultan Rouge, c'étaient des élus socialistes unifiés. Les grands journaux « capitalistes » se disputent à prix d'or les informations et les documents que leur apportent, par l'escalier dérobé, les affidés du citoyen Jaurès, les rédacteurs de *l'Humanité*, les élus du parti. Le camarade de Pressensé recevait une forte rémunération du *Temps*, qu'il feignait d'attaquer dans *l'Aurore*, puis dans *l'Humanité*.

Les avocats et les députés socialistes unifiés

dans les couloirs du Parlement et dans les couloirs du Palais de Justice, assiègent les reporters et les chroniqueurs de la presse bourgeoise pour mendier de la publicité. Ils proposent gracieusement leurs photographies aux journaux bourgeois pour qu'elles paraissent entre les portraits des boxeurs, des actrices et des apaches.

Le camarade Jaurès est le collaborateur très appointé de la *Dépêche de Toulouse*, organe radical et bourgeois, en même temps que du *Berliner Tageblatt*, organe des gros spéculateurs prussiens.

Le camarade Albert Thomas, député du Parti, travaille dans les feuilles financières à toutes les saletés de la Bourse.

Les grands journaux bourgeois de Paris ont pour correspondants dans les provinces une foule de journalistes unisés, qui sollicitent humblement ce privilège.

Je ne me hasarde pas à parler de la Presse socialiste allemande ou belge. Mais je peux vous affirmer que je connais bien la presse socialiste française, et qu'on ne trouverait dans aucune fraction de la presse « bourgeoise » la même somme de vénalité, de mensonge systématique, de trafics dégradants.

Il est très impudent, de la part des chefs socialistes français, de critiquer la presse « bourgeoise », parce qu'ils sont eux-mêmes les bourgeois les plus repus de la bourgeoisie ; — parce que leur journal, sans lecteurs, sans publicité, sans ressources avouables, a été créé par les capitaux de riches bourgeois, logé richement par le Préfet de Police (1), richement entretenu par le tripot de Monaco, par les Fonds

(1) Les locaux où le préfet de police avait installé *L'Humanité* sont loués 18 000 francs. De deux choses l'une. Ou *L'Humanité* payait son loyer : alors, d'où venait l'argent ? Voyez-vous ce journal prolétarien s'offrant des salons à 18 000 fr. ! Ou *L'Humanité* ne payait pas ; et elle était logée gratuitement par le préfet de police,

SECRETS (2) du gouvernement bourgeois sous Waldeck-Rousseau et Combes ; — parce qu'on y vend aux bourgeois des décorations, et l'investiture du Parti aux élections législatives ; — parce qu'on y sollicite et qu'on y extorque les fonds des grandes sociétés et les grâces fructueuses des gouvernements (affaires du Gaz, des Brasseries parisiennes, de la Chartreuse ; affaires Humbert, Lysis ; chantages sur les banques parisiennes au service du consortium des banques de province ; Trésorerie générale du camarade de Pressensé, consulats généraux des camarades Bertrand et Deville, directions de prisons et de théâtres officiels ; galons, décorations et pourboires au commandant Jaurès, assassin de deux matelots ; faveurs du Sultan Abdul-Hamid, du Crédit Foncier et de l'industrie métallurgique à la famille Jaurès ; les 50.000 francs versés par le Syndicat juéo-allemand de Paris au citoyen Jaurès, pour la allemand de Paris au citoyen Jaurès, pour la campagne contre les fonds russes ; les sacs de thalers portés publiquement par le prince von Radolin, avec les ordres du kaiser, à la villa du directeur de *l'Humanité*, etc., etc.).

Il y faudrait un volume.

Et vous osez, vous socialistes, écarter d'un geste pudique les journalistes que vous appelez « bourgeois » parce qu'ils disent la vérité au peuple, au lieu de le flagorner bassement !

Vous voulez faire croire à vos ouailles, plus naïves et plus sottement dociles que les ouailles

(2) Pour gagner ces Fonds Secrets, Herr Jaurès soutenait alors que les fusillades de Chalon et de la Martinique étaient de simples « incohérences gouvernementales » ; il flétrissait les « démagogues » assez perfides pour exploiter contre Waldeck-Millerand-Gallifet les cadavres ouvriers ; il accusait formellement les *terrassiers en grève de recevoir l'argent royaliste* ; il accusait formellement Guesde, Vaillant, le Parti ouvrier et le Parti socialiste révolutionnaire d'être « stipendiés par la réaction ».

les des curés et des sorciers nègres, que vous vous tenez à l'écart des contacts profanes ?

Si vous n'êtes pas les derniers des hypocrites, vous prendrez dans votre présent Congrès des mesures pour que vos députés socialistes et vos journalistes socialistes, débarrassent de leur présence les journaux bourgeois dont ils soutiennent les subсидes, et les associations bourgeois où ils se faufilent tous les jours.

Puisque vous vous retranchez dans votre camp, que venez-vous espionner, que venez-vous dérober dans le nôtre ?

Vous ne pouvez pas cumuler plus longtemps les bénéfices politiques d'un intransigeance menteuse et les profits matériels de vos trafics secrets, de vos compromissions sournoises.

Je n'ai pas un instant l'idée que vous tiendrez compte de ces observations. Vous vous efforcez seulement d'empêcher qu'elles ne viennent à la connaissance du pauvre troupeau de vos dupes.

Mais on saura tout de même que la question vous a été posée et que vous n'y avez pas répondu.

URBAIN GOHIER
journaliste « bourgeois. »



POST-SCRIPTUM

Gohier en oublie. Il oublie Rouanet apportant de la copie et des documents secrets au Matin ; il oublie Marius Gabion, rédigeant à la fois les premiers Paris du Temps, où l'on vilipende les socialistes, et les échos de l'Humanité, où l'on « engueule » les grands journaux bourgeois (c'est en qualité de chef des échos de l'Humanité que Gabion, à la demande de Briand, fut décoré par Combes). Il oublie l'unifié Parsons, collaborant au Journal ; le camarade Léon Blum, rédacteur de l'Humanité (où il avait

d'ailleurs acheté sa rubrique) et jouant à Comœdia au critique influent, entre deux séances du Conseil d'Etat.

Nous pourrions citer encore tous les chefs du mouvement syndicaliste, les Pouget, les Griffuelhes, les Luquet ou les Pataud, qui, de temps à autre, donnent au Matin des articles à cinq louis. Mais ceux-là ne s'en cachent pas : ils n'ont pas le pharisaïsme d'établir une distinction injuste et injurieuse entre les prolétaires de la plume, qui travaillent sous la férule du vétérinaire Renaudel, et ceux qui gagnent leur pain, exactement de la même manière, dans les « infâmes journaux bourgeois ». Les syndicalistes professent avec raison qu'exposer leurs idées dans les journaux non socialistes, où ils ne prêchent pas des convertis, c'est le meilleur moyen de faire d'utile propagande. Il leur serait d'ailleurs impossible de collaborer à l'Humanité, car ils ont, pour la plupart, de l'orthographe et quelquefois du talent.



Nous aurons un de ces jours l'occasion de montrer comment on conçoit la « libre pensée » dans les journaux que dirige le citoyen Jaurès. Mais s'il y a une liberté de penser, de parler et d'écrire, il y a peut-être aussi une « liberté de lire » : l'Humanité, l'autre jour, nous a montré ingénument le cas qu'elle en faisait.

« Attention ! disait-elle aux cheminots, le jour même de la reprise du travail. Cette semaine, vous avez acheté l'Humanité pour avoir des nouvelles du mouvement, et notre tirage a triplé. C'est bien. La grève n'a pas été perdue pour tout le monde. Mais nous vous connaissons, mes lascars : demain vous recommencerez à lire des journaux bourgeois, sous le beau prétexte que l'Humanité n'est pas intéressante et qu'elle embête vos femmes. (Vos femmes seulement ?)

« Ah ça ! croyez-vous donc que vous êtes socialistes pour vous amuser ? Vous êtes socialistes pour avaler les tartines de Jaurès, les élucubrations de Lysis, les solecismes de Renaudel, et pour don-

ner aux prochaines élections quinze mille francs de rente à tous les rédacteurs de l'Humanité qui ne sont pas encore à la Chambre. Proletaire conscient, as-tu compris ? »



Naturellement, il ne viendra jamais à la pensée du citoyen Renaudel, que pour faire lire sa feuille, le moyen le plus simple serait peut-être encore d'en faire un journal lisible.

Mais le premier principe de l'orthodoxie socialiste est que tout militant, tout secrétaire de comité, qui « à de la platine », a du même coup tout ce qu'il faut pour faire un journaliste. Qui peut le plus peut le moins : qu'est-ce qu'un article auprès d'un discours ? Et du jour où le citoyen Renaudel, sans intention de caricature, attrapa les intonations, les tics oratoires et jusqu'au ventre du citoyen Jaurès, il ne doute pas un seul instant de son talent d'écrivain.

Le citoyen Renaudel écrit comme il parle, et c'est terrible. L'autre jour, par exemple, voulant donner une leçon à un confrère (car chose curieuse, il n'est pas de jour où ces journalistes pitoyables, qui auraient tant besoin de l'indulgence commune, ne donnent aux autres une leçon de style, de grammaire ou d'histoire), l'autre jour, donc, M. Renaudel commençait un article par cette phrase intrépide :

Le Grand Complot pour lequel on avait, au début, songé à la Haute-Cour, — excusez du peu, — mais pour lequel on n'a pas voulu, qu'on s'en rappelle, détourner les Travailleurs du Sénat de leur besogne, le Grand Complot est en train d'avorter.

Et plus loin :

Tout le monde le sait, et rien ne servirait à vouloir le nier.

Ah ! infortunés prolétaires, n'avons-nous donc que le choix entre les « bourriques » de M. Lépine et le troupeau de vaches espagnoles que paît M. Renaudel ?

LE PROLETAIRES CONSCIENT

DES FAITS



— « Que les critiques renoncent aux générales, propose M. Pierre Veber, qu'ils n'assistent qu'à la première, parmi les « payants » dont ils doivent formuler l'opinion. »

— Une chaleur anormale règne en Italie. En une journée, à Venise, 3.000 personnes ont pris des bains de mer.

— Les cheminots demandent la pièce de cent sous ; les porteurs de pianos, la pièce de dix francs.

— Pour sauver son chien qui traversait imprudemment la chaussée, M. Bisson, blanchisseur, se jette sous une auto. Etat grave.

— M. Henry Kistemakers nous montre dans « le Marchand de bonheur » qu'il nous est difficile de donner le bonheur à notre voisin ; M. Gabriel Trarieux dans « Un Soir » qu'il est difficile de le trouver pour nous-mêmes.

— M. L'Huissier autorise M. Bazoge, cultivateur au hameau du Parc (Sarthe), à tuer son fils. Ce qui est fait.

— Dans le quatrième arrondissement, 66 % des accouchements gratuits sont faits au profit de femmes étrangères.

— Mme de Boisfleury, châtelaine de Menez-Kam, se voit, tout à coup, entourée par quatorze sangliers ; elle saisit son fusil, épaule, tire et abat trois de ses dangereux agresseurs.

— Luigi Lucchini, après douze années d'isolement absolu et de silence forcé, désespéré, se pend. Le médecin de la prison tente inutilement de le rappeler à la vie.

— Jeudi, au Salon d'Automne : poésie.

— On vient d'inventer une flèche-torpille qui, en traversant les ballons, les fait éclater.

— On a déclaré, dans la semaine, la naissance de 67 mort-nés dont 44 légitimes.

VICTOR LITSCHFOUSSE,

« Bons Apôtres »



Une remarque judicieuse :

Si, en moyenne, chacun des 27.000 cheminots du Nord gagne 2.000 francs, cela fait au total 54 millions par an.

D'autre part, le milliardaire Edouard de Rothschild, qui préside le Conseil d'administration de la Compagnie du Nord, a un revenu sensiblement égal à 50 millions.

Ainsi, 27.000 familles ont ensemble les mêmes ressources qu'un seul homme ; et quand elles réclament *pour les plus misérables d'entre elles* une augmentation de salaire, le Richissime refuse de rogner quelque chose à une « liste civile » qui double celle d'un empereur.

Ces lignes ont été publiées par la *Revue de l'enseignement primaire*, dont Jaurès est le principal rédacteur.

Mais, bien entendu, ce n'est pas Jaurès qui les a écrites.



Voici celles qu'écrivit Jaurès dans son journal ; voici comment le grand chef du parti socialiste se représente la Compagnie du Nord :

M. Briand a compris qu'il devait donner des gages à la puissance réactionnaire de ces *Compagnies oppressives en qui se combinent la force de l'Eglise et la force du Capital*.

(*Humanité*, 20 octobre.)

Ça y est ! Si les cheminots du Nord ont été réduits à se mettre en grève, c'est encore la faute aux ratichons !

Vous ne le saviez pas ? Tous les administrateurs de la Compagnie du Nord sont des curés. Fort à propos, un rédacteur de la *Guerre Sociale* nous rappelle leurs noms :

La Compagnie du Nord porte un nom illustre ; elle

s'appelle Rothschild. Son président est le baron Edouard de Rothschild.

Parmi ses administrateurs, nous trouvons :

Le baron Gustave ; le baron Alfred ; le baron Henri ; le baron James-Armand ; lord Rothschild ; et le baron Lambert, beau-père de l'un des autres barons.

Cela ne fait pas moins de six Rothschild à la tête de la même affaire. La Compagnie du Nord est une sorte de « bien de famille » des Rothschild.

On sait comment le grand ancêtre, petit banquier à Francfort, reçut en dépôt la fortune d'un prince allemand chassé de son pays par les armées de la Révolution.

Ses enfants se sont établis banquiers à Londres, à Paris, à Francfort et à Vienne.

Aucune bonne affaire dans toute l'Europe ne se fait sans leur passer par les mains.

Veut-on une idée des Sociétés que contrôlent les seuls Rothschild français ?

Ils administrent :

La Banque de France ;

Les Chemins de fer du Nord ;

Les Chemins de fer de l'Est ;

Les Chemins de fer du P.-L.-M. ;

Les Chemins de fer de Ceinture ;

Les Chemins de fer de Madrid-Saragosse-Alicante ;

Les Chemins de fer du Sud de l'Autriche ;

Les Mines de la Grand'Combe ;

Les Mines de Penarroya ;

Les Assurances générales Incendie ;

Les Assurances générales Machines ;

Les Assurances générales Vie ;

La Nationale-Incendie ;

La Nationale-Vie, etc.



Pendant qu'ils y sont, s'ils voulaient bien aussi « administrer » l'*Humanité*, l' « administrateur » Renaudel n'y verrait pas le moindre inconvénient. Ecoutez cette invocation :

Ohé, juif Dreyfus ! Entends-tu la meute qui reprend contre tes pareils le hallali (*sic*) un moment interrompu par « *dix ans d'imprévoyance* » (*restic*), comme a déjà dit Son Excellence Briand.

Entends-tu, juif Dreyfus, la meute qui aboie aux chausses de tes frères ?...

Vous devinez où tend cette apostrophe. Traduisez : « Seigneurs Juifs, nous sommes toujours tout prêts à vous défendre ; mais après nous avoir payé notre journal, vous nous avez salement lâchés. Vous voyez où ça vous mène. Si vous ne nous apportez pas de subsides, comme au bon temps de l'Affaire, nous ne répondons plus de rien. Déjà nous avons eu beaucoup de peine à cacher aux cheminots que vous êtes leurs véritables exploiteurs. Prenez garde... »

Les Juifs vont-ils faire encore la sourde oreille ?



Un camarade L..., dans une période de prospérité, avait prêté 250 francs au camarade Renaudel, aujourd'hui administrateur de l'*Humanité*.

Le camarade L... est maintenant dans la purée ; il couche sous les ponts ; il va trouver Renaudel et lui dit : « Ecoute ; tu es lancé ; tu es un grand personnage ; tu manipules des sommes considérables ; je ne te demande pas les 250 francs, mais donne-moi quelque chose, 50 francs, 20 francs pour que je mange ce soir et couche cette nuit dans un hôtel.

— Es-tu socialiste UNIFIÉ ? demande Renaudel.

— Ma foi non, avoue le camarade L...

— Eh bien, va-t'en ; je ne te connais pas.

Et le camarade L..., honteux, s'en alla.



Un matin, pendant la grève, les cheminots lurent avec stupeur dans l'*Humanité* :

Au pont tournant du quai Valmy, le citoyen Gaston Renaudel, s'approchant d'un groupe de journalistes, les harangua en ces termes :

« J'espére que vous avez dû constater l'importance du mouvement. Non seulement nous étions ici 8.000, mais nos camarades des groupes Paris-Etat, rive droite et Paris-Saint-Lazare-Batignolles, réunis en ce moment rue Pouchet au nombre de 3 à 4 000, feront avec les 2.000 d'entre nous qui sont allés à Vincennes un effectif de 25.000 grévistes.

« C'est aujourd'hui le dernier avertissement.

« Si vous ne donnez pas ces chiffres exacts, il y aura danger pour vous à entrer à la Bourse du travail et à vous trouver sur le chemin des cheminots. »

Maintenant que la grève est terminée et que nous n'avons plus à redouter de rectification, par le truchement de la « machine à bosseler » ou de la « chaussette à clous », il nous sera peut-être permis d'observer, timidement, qu'à l'ordinaire 8 et 3 semblent faire 11, et que 11 + 2 donnent généralement 13 au total.

Mais c'est là, évidemment, de l'arithmétique bourgeoise, et si notre confrère socialiste, faisant la même addition, trouve 25 et prétend nous imposer ce résultat, au besoin par la force, ne l'accusez pas trop vite, je vous prie, de mauvaise foi, ni même d'intransigeance dogmatique.

De même que la passion a ses sophismes, elle a ses erreurs d'optique et de calcul. Le citoyen Renaudel est un petit passionné, voilà tout.



Les Tablettes de Pangloss

PETITE RUBRIQUE OU NOUS NOUS EFFORÇONS DE
TROUVER DES SUJETS DE SATISFACTION.



Un communiqué aux journaux nous faisait savoir — voici environ huit jours — que M. Ruau était complètement rétabli. Aussi un nouveau communiqué vient-il de nous apprendre avant-hier, que M. Ruau est bien définitivement démissionnaire.

Fou, on le gardait ; mais, du moment qu'il aurait recouvré la santé, il est bien évident qu'il n'est plus possible au ministère.



Le complot va toujours assez bien. Cependant,

comme nous l'annoncions, le travail n'est pas encore complètement fait.

Un journal, en l'occurrence favorable à M. Briand, en parlait l'autre jour, sous ce double titre :

« On n'a pas encore découvert l'organisation de combat. De nouvelles perquisitions vont être opérées à Paris et en province, et après, on révélera le plan de sabotage. »

Comme on le voit, le travail n'est pas encore fait — mais il avance.



Les socialistes allemands vont fonder un journal pour les femmes et un autre pour les enfants.

En France, *l'Humanité* suffit à tous les besoins.



L'administration des tabacs étudie un projet, d'après lequel on reproduirait dorénavant sur les boîtes à allumettes les plus beaux tableaux du Louvre. Ce sera charmant!

La France est véritablement un peuple d'artistes.



Parmi les nouveaux impôts nécessaires à l'équilibre budgétaire, nous relevons celui-ci :

Application des droits de mutation par décès aux conventions de mariage..... 1.400.000

Il en coûtera dorénavant le même prix pour se marier que pour décéder. Et cela est très moral.



On vient de nommer quatre nouveaux perceuteurs :

M. Dupré, à Paris ;

M. Persil, à Neuilly ;

M. Lelarge, à Ivry ;

M. Bertol-Graivil, à Paris.

M. Dupré est ancien chef de cabinet de Mille-
rand. M. Persil est directeur du cabinet de M. Mil-

lerand. M. Lelarge est secrétaire de M. Berteaux. Quant à M. Bertol-Graivil il était — car il vient de mourir — syndic de l'association des journalistes parisiens.

Les journaux n'en annoncent pas moins ces nominations sous ce titre : « Un mouvement dans les Finances. »



La prospérité est générale.

C'est ainsi que le dernier recensement nous apprend qu'il n'y a pas en France, à l'heure présente, moins de quatre vingt huit mille, deux cent soixante neuf billards.



POTINS ET CANCANS



La République espagnole

M. Jules Hedeman, grand reporter du *Matin*, a fait en Espagne une enquête approfondie sur « les chances de la République ».

Il s'est adressé tout d'abord au chef du gouvernement, M. Canalejas. Et M. Canalejas lui a déclaré « qu'en somme, la République en Espagne est impossible ».

Après nous avoir rapporté cette réponse imprévue, M. Hedeman risque ce commentaire : « On dira que le chef d'un gouvernement monarchiste ne pouvait pas parler autrement. » M. Hedeman reconnaît la force de l'objection. « Sans doute », dit-il.

C'est pourquoi, soucieux d'être complet, M. Hedeman s'en va voir également M. Lerroux, le chef du parti républicain. Et M. Lerroux lui fait cette confidence : « La République, en Espagne, d'ici à trois ou quatre ans, est aussi certaine que le lever du soleil demain matin. »

M. Hedeman ajoute, de son cru : « Voilà donc deux opinions. Elles sont, vous le voyez, entièrement contradictoires. Laquelle est la bonne? Qui des deux a raison? »

M. Hedeman ne nous le dit point. Il se contente de conclure, modestement : « Voilà, dans ses grandes lignes, la situation de l'Espagne aujourd'hui. »

Du moins, on ne pourra pas dire que la question n'est pas clairement, simplement et fortement posée.



Entre eux

M. Cagniard, rédacteur en chef de la *Petite République*, et M. Renaudel, administrateur de l'*Humanité*, ont le malheur de n'être pas d'accord sur un point de doctrine.

C'est pourquoi M. Cagniard et M. Renaudel ont commencé par se traiter de « chiens ».

Ce n'est pas une figure. M. Renaudel supplie M. Dejean de mettre un terme aux aboiements de M. Cagniard. A quoi M. Cagniard répond en demandant à M. Jaurès d'empêcher M. Renaudel de faire pipi. C'est très joli.

Ecoutez M. Cagniard :

Il paraît que ce gros toutou [M. Renaudel] a un défaut : il s'oublie dans les coins, persuadé que ça ne se sent pas...

Un bon conseil, monsieur Jaurès, tenez donc cet animal-là en laisse ou empêchez-le de lever inconsidérément la patte...

Il faut croire que Jaurès a suivi le conseil, car, le lendemain, le gros toutou Renaudel n'a pas « levé la patte ». Mais, visiblement, l'affaire ne peut pas en rester là ; les deux « polémistes » échangeront sans doute encore de ces gracieuses amérités, qui rendent quelque prestige à la presse française.

Nous attendons impatiemment la suite de cette spirituelle controverse.

La Mer de France

Dans le *Matin*, M. Lauzanne félicite M. Briand de sa poigne. Et M. Lauzanne est particulièrement satisfait parce qu'à l'étranger « presque partout on a jugé avec équité les événements qui s'accomplissaient ».

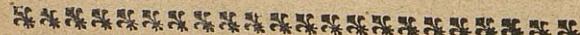
On ne les a pas grossis, dit M. Lauzanne, et on n'a pas douté que les premiers bouillonnements passés, la *mer de France* — cette mer faite de labeur, de sagesse et d'intelligence — retrouverait sa sérénité des plus beaux jours.

On se croyait « dans le lac »; en réalité, nous étions dans la mer.

Il est vrai que c'était une « mer de sagesse et d'intelligence ». N'importe ; Briand n'a pas eu moins de mérite à nous en tirer.

Mais pourquoi faut-il que, toutes les fois qu'on parle de cet homme, ce soient des images marines qui viennent tout naturellement à l'esprit, même de ses plus zélés thuriféraires?

Car, n'est-ce pas? on ne veut vraiment pas soupçonner M. Lauzanne d'y avoir mis la moindre malice...



L'ŒUVRE annonce tous les scandales six mois à l'avance.

L'ŒUVRE est le seul journal qui ne soit relié à rien par aucun fil.

L'ŒUVRE est le supplément indispensable de tous les journaux, quels qu'ils soient.

L'ŒUVRE ne dit jamais d'injures ; la vérité lui suffit.

L'ŒUVRE dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas.

Chaque rédacteur n'est responsable que de ce qu'il écrit.

Le Joueur de Poker

Nouvelle contribution à la biographie
et à la psychologie d'Aristide-le-Cynique⁽¹⁾

Tout ça m'a rappelé un mot de notre Premier.

C'était au mois de mars 1906, lors de la formation du cabinet Sarrien. Nous avions dîné avec Briand chez Lapré, et je venais de m'y offrir au dessert la plus joyeuse des comédies. Il y avait là Marius Gabion, rédacteur au *Temps* et à *l'Humanité*, Léon Parsons du *Journal* et le petit Sassias, avec sa bonne face poupine de nouveau-né prêt à tout. Ces divers « camarades » me regardaient un peu de travers, car, dans la combinaison ministérielle qui se préparait, Briand, disait-on, devait « prendre » l'Instruction publique, à cause de la Séparation. Pourquoi le rapport sur la Séparation désignait-il tout spécialement le camarade Aristide pour le portefeuille de l'Instruction publique ? Parce que, depuis l'Empire, l'Instruction publique et les Cultes, ça va toujours ensemble, et, puisque le camarade Aristide s'était fait une spécialité

(1) Voir les premiers chapitres de la biographie de *l'Adapté* dans la collection de *l'Œuvre* de 1909.

des Cultes, il devait, par définition, être également « calé » sur la pédagogie nationale.

La vérité, c'est que Briand ignorait tout du département qu'il allait administrer, et, pour ne pas avoir l'air trop « gourde », comme il disait, il m'avait demandé quelques « tuyaux ». J'allais donc à peu près chaque soir, tantôt au Cardinal, tantôt chez Lapré, lui donner des leçons particulières d'instruction publique.

C'est dire que la petite cour de Briand m'attribuait les plus ambitieux desseins. J'avais beau répéter que j'avais trop médit des chefs de cabinet pour songer à devenir en cette qualité le collaborateur de mon ministre ; on entrat mal dans ces sentiments et on me soupçonnait de cacher mon jeu. Ce que voyant, agacé de leur méfiance, je résolus de donner aux divers arrivistes qui se trouvaient là une preuve accablante de mon désintérêt ; et comme il était question de la manière dont le nouveau ministre devait constituer son cabinet, je risquai ce conseil perfide :

— A mon avis, Briand, vous devriez n'avoir auprès de vous que des hommes qui connaissent le bâtiment, des universitaires... Quelques professeurs au ministère de l'Instruction publique, on n'a pas vu ça depuis vingt ans ; ce serait très original, très révolutionnaire...

A ces mots, les Gabion, Parsons et autres Sassias commencèrent à « la trouver mauvaise ». Sans paraître le remarquer, je poursuivis :

— Ce serait une occasion excellente de vous rappeler et d'affirmer que vous êtes socialiste... Je choisirais, pour m'assister, un représentant des diverses catégories du prolétariat universitaire. J'aurais comme directeur du cabinet un professeur de collège, comme chef de cabinet un répétiteur, et mes chefs adjoints seraient tous

des instituteurs. Il n'en faudrait pas plus pour vous assurer, dès le début, toutes les sympathies du personnel enseignant.

Immédiatement, une avalanche d'objections croula sur ma tête.

— C'est impossible, dit l'un ; il faut dans un ministère, surtout à l'Instruction publique, des attachés qui aient de la tenue, une certaine habitude du monde...

— Croyez-vous donc que tous les professeurs n'aient aucune éducation ?

— Il faut aussi, pour les relations avec les théâtres et les journaux, des « types à la coule », connaissant bien le boulevard et les dessous de Paris... Voyez-vous un instituteur ou un pion recevant Cerny ou Sorel ?



Briand nous écoutait, amusé. Mais soit qu'il entrât dans la plaisanterie, soit qu'il fût encore assez socialiste pour apprécier l'idée, visiblement elle l'avait séduit.

— Ça me va, dit-il. J'ai déjà le professeur de collège : ce sera Port, un vieux copain à moi... Connaissez-vous, parmi les instituteurs, un type qui n'aurait pas l'air trop empoté dans un salon ?

— J'en connais des foules ; mais à votre place, je préférerais le plus « représentatif », celui qui vient de raconter dans un roman très documenté et très émouvant les misères du prolétariat primaire...

— L'auteur de *Jean Coste* ?

— Oui, Antonin Lavergne.

— Où le trouver ?

— Rien de plus facile. Un coup de téléphone : dans une demi-heure, il sera ici...

Je fis mine de me lever pour aller téléphoner, mais aussitôt toute la bande se jeta sur moi.

— Voyons, cher ami, nous avons le temps... Le décret n'est pas encore paru... Vous nous amènerez Lavergne demain...

Je m'amusais prodigieusement.

Là-dessus, Briand se dirigea vers *l'Humannité*, dont les bureaux étaient alors installés au 110 de la rue de Richelieu.

Je le quittai sous la porte cochère, et je vois encore son clignement d'yeux du côté du balcon :

— Hein ! Ce qu'ils doivent grogner là-haut ! On va recasser un peu de la « participation ». J'entends déjà Jaurès m'opposer les principes et les votes des congrès !

Le lendemain, comme nous remontions à Montmartre, Briand me rapporta la conclusion de l'entretien.

— Je savais d'avance ce qu'ils allaient me dire ; ils me conseillent tous de ne pas accepter ce portefeuille. Vous pensez si je les écoute !

— Quelle sera donc votre attitude à l'égard du parti ?

— Elle sera très simple. Ce n'est pas pour rien que nous avons discuté dans trois ou quatre congrès le cas Millerand. La question est maintenant résolue, et je puis dire qu'elle l'a été grâce à moi. Eh bien ! je fais comme Millerand : pour ne pas gêner le parti, je me mets en congé...



C'était au bas de la rue Dancourt, vers deux heures du matin, que Briand me tenait ces propos, avec son demi-sourire fondant sous la moustache.

Ce soir-là, nous étions allés faire un tour à la *Lanterne*, et Briand s'y était montré plus cordial, plus familier, plus « camarade » que jamais.

— On fait un poker ? proposa-t-il gentiment.

Au moment où les ministables se couraient les uns après les autres, intriguaient dans les antichambres, s'égosillaient au téléphone, ce beau flegme de Briand, nous offrant de « manipuler le carton » comme jadis, ne manquait pas d'une certaine allure. Le camarade Aristide s'installant pour faire un petit poker, à l'heure même où l'on portait à la signature de Fallières le décret nommant les nouveaux ministres, c'était presque Turenne s'endormant sans émoi sur l'affût d'un canon, la veille d'une bataille rangée.

Comme on distribuait les cartes, quelqu'un lui dit, dans sa langue :

— La combinaison n'est pas encore prête. Pendant que vous êtes là, ne craignez-vous pas qu'un salaud ne cherche à vous jouer un tour de cochon ?

— Oh ! je suis bien tranquille, dit Briand. Ils ne peuvent rien faire sans moi... Donnez-moi deux cartes.

En ce temps-là, Briand était un passionné du poker. Et comme tous les joueurs, il était superstitieux ; il avait, pour conjurer la guigne, des gestes et des formules cabalistiques. C'est ainsi que, pour s'assurer la faveur de la fortune, il avait la charmante habitude de poser son pied gauche sur la table pendant les trois premiers coups. Naturellement, cette nuit-là, Briand ne faillit pas à sa coutume. Je le vois encore saisissant son pantalon par le godet du genou pour amener sa jambe à la hauteur du jeu. Comme il déposait délicatement sa bottine (du Chat Noir)

sur le coin de la table, il ajouta, avec son impayable sérieux de pince-sans-rire :

— EN CE MOMENT, VOYEZ-VOUS, LA FRANCE NE PEUT PLUS SE PASSER DE MOI...



Le mot et le geste demeurent associés dans ma mémoire, et l'on y trouvera peut-être l'occasion de marquer un nouveau trait du caractère d'« Aristide-le-Cynique ». C'est à ce mot-là que je songeais en lisant, la semaine dernière, les amusantes révélations de Robert de Jouvenel sur les origines de la grève des cheminots.

« *En ce moment, voyez-vous, la France ne peut plus se passer de moi.* »

Si le camarade Aristide était tellement convaincu, en 1906, d'être l'homme indispensable, vous pensez s'il en doute à présent. Mais je suis sûr qu'il regarde toujours les choses du même œil, avec le même flegme. Briand est d'abord et surtout un joueur ; il joue sa destinée et celle de la France comme une grande partie. Plus spécialement, c'est un joueur de poker ; pour bien comprendre sa politique, il faut se rappeler ce jeu, tout de ruses, de mensonges et de bluff.

C'est un coup de poker, très audacieux, qu'a tenté Briand en déclenchant la grève des cheminots. On l'imagine très bien se disant : « Ces cheminots commencent à me gêner. Si je les laisse faire, leur grève peut éclater vers la Noël, dans les conditions les plus fâcheuses. Tout le commerce en sera bouleversé, j'aurai la Chambre sur le dos, ce sera un grabuge à n'en plus finir, et je sauterai certainement... Tandis qu'aujourd'hui, s'ils se mettent tout de suite en grève, comme ils ne sont pas prêts, c'est un faux départ et le dommage est réduit au mini-

num. Je suis encore maître de la situation, et en cinq sec je les boucle. Du coup, je deviens le sauveur de la bourgeoisie; tête de Vallé et des radicaux qui croyaient déjà « m'avoir ». Allons-y ! Servons-leur à l'improviste une petite répétition de la grève générale... »

Briand, qui se vante de tenir dans sa main toutes les organisations ouvrières et d'y avoir partout des hommes à lui, n'a plus qu'à donner le signal aux compères.

Que, par accident, le succès de la manœuvre, en servant l'égoïste ambition de Briand, ait servi du même coup les intérêts de la société bourgeoise, dont on eut l'imprudence de lui commettre la garde, c'est possible; j'attends pour ma part que les événements me le démontrent, et je n'en suis pas du tout persuadé. Je serais plutôt disposé à croire que ce petit jeu-là est infiniment dangereux pour notre pays.

Mais c'est une autre question. Ce dont je suis sûr, c'est que, pour notre Aristide, il s'agit bien d'un jeu. Pas l'ombre, là-dedans, de préoccupation morale; et, bien entendu, vous n'êtes pas assez « coco » pour exiger que nos gouvernants s'embarrassent de pareils soucis. Les cheminots, la C. G. T., l'armée, le parti radical, Fallières, la Chambre, le Sénat, la presse, ce sont pour Briand autant de cartes qu'il faut savoir jeter au bon moment.

Les propos qu'on lui a prêtés, ces jours-ci, ne sont-ils pas tous d'un joueur ? Il se félicite de sa « veine ». Il félicite la France d'avoir un « veinard » comme premier ministre. Je n'ai à faire aucun effort d'imagination pour me représenter Briand, au ministère de l'Intérieur, dans la posture même où je le vis à la *Lanterne*, la veille de son entrée au ministère. Il n'a plus sa grosse moustache, son linge douteux, cette

redingote mal coupée et cirée aux coudes, qui lui donnait un air minable et souffreteux de pion sans emploi. L'étoffe de son pantalon, au pli correct, ne forme plus de godet au genou; le pied est plus finement chaussé; mais c'est bien le même homme, qui, avant de jouer sa partie, éprouve le besoin, pour se porter bonheur, d'allonger sa jambe gauche sur la grande table du cabinet de la place Beauvau. D'ailleurs, il n'y a pas à dire : Briand a tout ce qu'il faut pour gagner, car il n'a pas seulement la veine : il joue aussi merveilleusement, et, avec d'autant plus de bonheur qu'il n'a jamais hésité à biseauter les cartes ou à faire sauter la coupe...



Que nous réserve la fin de la partie ? Et qui est-ce qui en paiera les frais ?

Nous, certainement, bourgeois ou prolétaires, taillables et contribuables à merci. En attendant, voici l'image qui pourrait, ce me semble, résumer toute la politique contemporaine : une barricade, et des socialistes qui s'entraînent à sauter par-dessus. C'est tout. Il n'y a plus autre chose en France. Tous les anciens partis sont disloqués, pulvérisés, dissous, et les radicaux ne comptent pas plus sur l'échiquier que les débris du vieil opportunitisme. Il n'y a plus en présence que des socialistes. Toute la question est de savoir si les socialistes qui ont sauté la barricade seront assez forts pour tenir tête à ceux qui ne l'ont pas encore franchie. Toute la question, d'où dépend la vie nationale, revient à se demander si Briand sera toujours un *bon renégat*, s'il restera quelque temps encore *fidèle à sa trahison*.

Nous voilà tombés si bas que nous en venons à mettre notre espoir suprême dans la constance

du monstrueux paradoxe d'immoralité qu'est la fortune de ce cynique et facétieux joueur de poker. Nous le regardons tranquillement jouer la France, comme il jouait jadis son absinthe au Zimmer.

Ceux qui comprennent exactement ce qui se passe trouvent ça très « rigolo ». Prenons donc notre part de cette énorme rigolade, et gardons-nous de tenir le ridicule emploi des Cassandra. Mais sommes-nous bien sûrs de « rigo-ler » encore longtemps ?

Cela, c'est le secret de nos véritables maîtres, les barons juifs, qui tiennent les ficelles de tous ces pantins. Car s'il n'y a sur la scène du guignol parlementaire que les socialistes qui jouent à la barricade, regardez dans la coulisse ceux qui les poussent, ceux qui les paient. Suyant les besoins du moment, Israël subventionne tour à tour — ou même à la fois — les socialistes qui assiègent la place et ceux qui la défendent. A la Lanterne, Briand, Millerand, Viviani étaient à la solde des Pereire ; aujourd'hui, dans le rôle contraire, ils sont les hommes des Rothschild. Ce sont des Juifs encore qui donnent un journal à Jaurès. Tout se passe entre Juifs. Tenant toutes les positions stratégiques, ils n'ont plus qu'un signe à faire pour précipiter la Révolution, et ce mot pour eux ne peut avoir qu'un sens : ce sera l'hallali, la curée finale, l'heure unique où ils pourront enfin se partager impunément les derniers lambeaux de la France.

GUSTAVE TÉRY.

Le Gérant : GARDANE.

Imprimerie spéciale de l'*Oeuvre*, 18, rue Notre Dame-des-Victoires, Paris.

Communiqués

Banque Franco-Américaine. — L'assemblée générale des actionnaires de la Banque Franco-Américaine a été tenue au siège social, 22, place Vendôme, à Paris, le 18 octobre, sous la présidence de M. Achille Adam, président du Conseil d'administration.

Le compte de profits et pertes et le bilan se présentent comme suit :

Le rapport du Conseil d'administration fait ressortir les résultats satisfaisants du dernier exercice, résultats correspondants à la progression qui se traduit dans le mouvement général par une augmentation de plus de 660.000.000 de francs.

L'assemblée générale ordinaire a été suivie immédiatement d'une assemblée générale extraordinaire qui a approuvé la proposition du Conseil relative à l'augmentation du capital social dont le montant autorisé est porté à 50 millions de francs.

Une augmentation de 10 millions sera effectuée très prochainement, ce qui portera le capital effectif à 20 millions de francs.

Le Conseil explique que cette augmentation est rendue nécessaire par le développement des affaires sociales et les résultats obtenus dans les relations avec l'industrie et le commerce français d'exportation.

Après l'approbation des différentes résolutions présentées à l'assemblée, il a été décidé de doter les réserves et amortissements d'une somme globale de 484.497 fr., ce qui porte à 800.000 fr. le total des réserves légale et spéciale, et de fixer à 5 % le dividende annuel.

Ce dividende sera mis en paiement le 2 novembre 1910 à la Banque Franco-Américaine, à Paris, 22, place Vendôme, au prix de :

Nominative : 24 francs.

Au porteur : 22 fr. 80.



Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée

Billets de voyages circulaires en Italie.

La Compagnie émet toute l'année, à la gare de Paris P.L.M. et dans les principales gares situées sur les itinéraires, des billets de voyages circulaires à itinéraires fixes, permettant de visiter les parties les plus intéressantes de l'Italie.

La nomenclature de ces voyages figure dans le Livret-Guide-Horaire P.L.M. vendu 0 fr. 50 dans toutes les gares du réseau.

Ci-après, à titre d'exemple, l'indication d'un de ces voyages au départ de Paris.

Itinéraire 81-A². — Paris, Dijon, Lyon, Tarascon (ou Clermont-Ferrand, Céte, Nîmes, Tarascon), Marseille, Vintimille, San Remo, Gênes, Novi, Alexandrie, Mortara (ou Voghera, Pavie), Milan, Turin, Modane, Culoz, Bourg (ou Lyon), Mâcon, Dijon, Paris.

Prix. — 1^{re} classe : 191 fr. 50 ; 2^e classe : 139 fr. 85.

Véhétilité. — 60 jours.

Arrêts facultatifs sur tout le parcours.

La comédie de Gustave Téry, Nos bons Apôtres, nous montre aux prises les socialistes repus et les socialistes affamés ; c'est dire que les événements de l'heure présente lui donnent un regain d'actualité.

L'ŒUVRE ne pouvait pas choisir un meilleur moment pour publier en volume **Nos bons Apôtres.**

Cette semaine paraîtra donc, avec une préface de

JULES LEMAITRE

de l'Académie française



Nos Bons Apôtres

Comédie en trois actes

PAR

GUSTAVE TÉRY

(Envoi franco)

Prix : UN FRANC